Synergies Roumanie n° 13 - 2018 p. 175-185

GERFLINT
ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Plan et Planisme en Roumanie pendant l'entre-deux-guerres

Nicolae Păun
Faculté d'études européennes,
Université Babeș-Bolyai, Roumanie
nicolae.paun@ubbcluj.ro

Résumé

L'article explore le contexte économique extrêmement riche en idées et convergences de courants de la Roumanie, pendant l'entre-deux-guerres. Tout en suivant la pensée des économistes notables de l'époque et leurs sources d'inspiration, on surprend le passage du modèle corporatiste, tel qu'il a été promu par Mihail Manoilescu, à la complexité du Planisme, largement débattu et fondé sur l'apport des élites. Dans le débat entre le capitalisme et le socialisme, notamment suite à la crise de ce premier, il est intéressant d'investiguer si le Planisme s'est avéré une troisième voie, ou bien l'expression d'une économie de transition.

Mots-clés : Plan, Planisme, Roumanie, entre-deux-guerres, pensée économique

Plan and Planning in Interwar Romania

Abstract

The study explores the economic context of interwar Romania, one that proved to be particularly rich in ideas and the convergence of views. Whilst following the thought of prominent economists at the time, and of their sources of inspiration, we focus on the switch from a corporatist model, as it had been promoted by Mihail Manoilescu, to the complexity of Planning, largely debated and reliant on the contribution of elites. In the debate between capitalism and socialism, and especially amid the crisis of the former, it becomes interesting to investigate whether Planning was indeed a third way, or merely the expression of a transition economy.

Keywords: Plan, Planning, Romania, interwar period, economic thought

Un nombre de plus en plus important d'économistes se sont prononcés, vers la fin des années 1930, en faveur de l'intervention de l'État, perçue comme une inclusion responsable de l'autorité publique dans l'ensemble socio-économique. Dans la presse de spécialité et dans les conférences de l'extension académique publiées sous l'égide des Académies de commerce et d'industrie de Bucarest et de Cluj, aussi bien que dans les rapports des Chambres de commerce et d'industrie, le

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

point commun des débats a été la nouvelle économie, vouée à offrir des solutions pratiques aux grands problèmes auxquels se confrontait la société. Sur ce fondement de rigueur scientifique, on a renoncé partiellement aux doctrines des partis, qui, en tout cas, étaient de moins en moins entendues après 1938.

Les spécialistes considéraient que l'État devait élaborer la nouvelle ligne interventionniste, fondée sur la diversité des formes de propriété, dans le cadre desquelles il fallait stimuler les *acteurs* dans leur dynamique, par des prévisions, de la planification et même des plans de développement annuels ou quinquennaux.

La nouvelle école de pensée économique a eu en tant que leaders Mihail Manoilescu, Mitiță Constantinescu, Victor Slăvescu, Victor Jinga et George Strat. Ce premier avait renoncé au modèle corporatiste et était déjà devenu célèbre grâce à l'ouvrage qui lui a apporté la notoriété européenne, reçu et apprécié par des noms tels Jacob Viner, Firmin Qoules, Emest Wagemann, Bertil Ohlin, Werner Sombart, Henri Guiton et Bert Hoselitz, nommé *La théorie du protectionnisme et de l'échange international*. L'économiste français André Piettre, une autre sommité dans le domaine, n'a pas tardé à l'inscrire sur la liste des plus importantes études d'histoire de l'économie de tous les temps[1].

Mihail Manoilescu, en tant que ministre de l'industrie et du commerce, était convaincu qu'en l'absence d'un plan économique, la Roumanie *ne s'en sortira pas de la pléthore de difficultés dans lesquelles elle a été jetée par les vagues de la dépression mondiale* (Manoilescu, 1986 : 435).

C. D. Buşilă, l'un des économistes de prestige de l'époque, a confirmé la théorie de Manoilescu visant la nécessité d'un Plan et a souligné qu'il n'était pas suffisant de faire des exposés au Parlement ou d'établir des principes rigides de politique économique, mais qu'il fallait avoir des *travaux pratiques* (Buşilă, 1932 : 58). P. P. Dulfu considérait à son tour qu'il était nécessaire que *tout travail corresponde à l'intérêt général, qu'il fasse partie d'un plan d'ensemble* (Dulfu, 1931 : 14).

Le *Planisme* a été théorisé après la Crise par de plus en plus de spécialistes – Constantin Ghidel, Nicolae Petra, I. Veverca, Şt. J. Popescu et Mitiță Constantinescu. Ils sont partis de l'idée soulignée par Mihail Manoilescu de l'antithèse entre *liberté illimitée et organisation* (Manoilescu, 1930 : 5).

Constantin Ghidel a encadré les éléments nationaux et les a hiérarchisés du point de vue juridique, soit sous une forme *hétéronome*, lorsque le tout partait du centre vers la périphérie, sois sous une forme *autonome*, lorsqu'on respectait le caractère organique de la construction; les cellules économiques privées collaboraient avec le centre par une adhésion librement consentie, volontaire (Ghidel, 1942 : 5-6).

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

Le *Plan économique* était, dans la conception de D. Scărlătescu, un levier voué à combiner le social à l'économique, sans être le résultat d'une série de mesures législatives, ou d'une déclaration de politique économique d'un régime politique encadré dans les idéaux généraux qu'il devait suivre (Scărlătescu, 1939 : x). L'idée d'encadrer le Plan dans les structures de l'économie est formulée explicitement par Nicolae Petra. *Un plan économique durera tant que l'ordre économique actuel existera*. Il ajoute qu'une *économie planifiée implique théoriquement l'existence de la liberté et de l'initiative privée dans l'économie* (Petra, 1939 : 5-6).

Dans le contexte du débat, on a engendré aussi une délimitation naturelle entre les deux notions – *Programme économique* et *Plan* – et on a défini les relations entre elles. Le Programme allait être inclus dans les documents programmatiques des partis politiques, tandis que le Plan visait des mesures pratiques nécessaires au développement de l'économie, coordonnées ou préfigurées par l'État.

Les représentants de la nouvelle école économique, technocratique, ont affirmé à plusieurs reprises leur responsabilité à l'égard du destin du pays, de la valorisation et de la conservation des biens nationaux. Ils ont argumenté l'urgence de l'établissement par l'État de certains programmes généraux et sur des départements, créés sur des fondements scientifiques, rationnels et d'efficience. On faisait appel à l'État pour élaborer un programme national avec des directives permanentes, avec une *constitution économique* (Saizu, 1981 : 117-150), dotée de stipulations concrètes pour chaque secteur d'activité et de mesures en fonction des nécessités du moment et de perspective.

La relation entre le Programme et le Plan était censée se fonder sur des conditionnements réciproques. F. Veverca soulignait que les deux notions composaient une unité dans la politique d'organisation et de direction de l'économie nationale. Sans un Programme général, le Plan est *un simple désir hypothétique* (Veverca, 2004 : 174). La nouvelle pensée a répondu à l'unisson à la question *qui doit rédiger le Plan?* - tout d'abord l'État et puis les facteurs scientifiques de la société : les spécialistes et les institutions de culture et de science, comme l'Académie, l'AGIR, l'ICAR, aussi bien que les cercles d'études des partis politiques. En d'autres termes, le Plan et le Planisme était fondés sur la science, mais aussi sur la politique.

La nouvelle pensée plaçait la politique politicienne sur un plan secondaire, faisant un appel insistant à la science, aux spécialistes. On reprenait ensuite l'idée promue par des économistes et des intellectuels transylvains, pendant la deuxième moitié du 19e siècle, de créer une culture économique réelle, qui devait être largement diffusée dans l'opinion publique. Les intérêts courants et permanents de l'économie, comme le soulignait Gh. N. Leon, devaient être établis à l'aide des scientifiques

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

et de tous les spécialistes. Une fois fixés, ils devenaient des normes pour les partis politiques et pour le pouvoir exécutif. Lorsque cet impératif, nécessaire mais non pas suffisant, aurait été satisfait, on envisageait des moyens de rapprochement entre le produit scientifique et la pratique, c'est-à-dire de remplir par des activités systématiques *cet immense champ des impondérables* (Leon, 1944 : 398) déterminé par plusieurs facteurs, comme le politique (Solacolu, 1938 : 19).

Mihai Manoilescu a accentué le rôle du facteur scientifique, de *l'élite nationale* et de l'État dans ce processus, tout en démontrant dans de nombreuses études que les Plans avaient besoin de continuité, de cohérence et de logique, d'un déroulement temporel des différentes mesures économiques (Manoilescu, 1930 : 5). Même Virgil Madgearu, qui a toujours éprouvé une certaine disponibilité pour la science, a formulé dans son ouvrage *Les éléments du plan économique* l'esquisse d'un plan quinquennal.

L'impulsion officielle qui a renforcé[2] le courant planiste a été donnée par la création du Conseil supérieur économique, en 1938. Sous l'égide de celui-ci, on a publié un recueil d'études, *Orientations générales pour créer un plan économique à long terme*, en effet un ouvrage préparatoire pour un nouveau volume, paru en 1939, *Aspects de l'économie roumaine*[3]. Les deux textes plaidaient pour l'adaptation du néolibéralisme aux réalités des années 1938-1939, marquées par les menaces de la guerre.

Le projet de Plan élaboré par le Conseil supérieur économique tenait compte de la liberté économique et monétaire, de l'unité et de la continuité, du respect des contrats et de la circulation des biens, du capital national et des finances étrangères, mais aussi du nouveau cadre de l'économie nationale, de la réorganisation de l'appareil de l'État, des problèmes auxquels se confrontait l'agriculture, de l'industrie, des finances, du rapport entre capital et travail, des minerais du sous-sol, des sources d'énergie, des transports, de la santé et de la normalisation du régime alimentaire, de la coopération, de l'enseignement, des travaux publics etc. (Constantinescu, 1943 : 114-128).

Le Projet de plan de longue durée, esquissé par des spécialistes, établissait de nouvelles lignes de développement d'une économie qui ne trouvait plus sa place dans le paradigme néolibéral. Le déclenchement de la Guerre mondiale a interrompu le nouveau modelage de l'économie.

En tout cas, la pléiade de jeunes technocrates, désormais affirmés, a essayé d'adapter le néolibéralisme aux conditions précaires d'Europe, où la vie économique se confrontait partout à des contraintes visibles, étatistes-dirigistes. En Roumanie, celles-ci ont été soutenues par le nouveau régime politique de dictature personnelle

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

du roi Charles II, qui a remplacé, en promulguant la Constitution de 1938, le régime politique démocratique, multipartite, de la monarchie constitutionnelle.

Mitiţă Constantinescu, le leader de la nouvelle génération, considérait que la politique économique devait s'accomplir sur la base du Plan économique, conçu comme un organisme unitaire, avec deux grandes sections :

- la politique commerciale extérieure;
- la politique de réorganisation de la production nationale.

Le premier chapitre inclut la réorganisation et la direction des importations, la politique de croissance des matières premières et la politique de réorganisation et de direction des exportations. Le deuxième chapitre visait le développement de la production des matières premières textiles, ferreuses, non ferreuses, caoutchouc, colorants, masses plastiques, résines, produits chimiques et pharmaceutiques, autrement dit, la production qui était capable de remplacer ou de diminuer l'importation de matières premières et préfabriquées pour toutes les catégories d'articles qui pouvaient être créés dans le pays. Dans le domaine agricole, on demandait l'amélioration qualitative, l'industrialisation des produits et l'organisation du système technique et financier de valorisation intérieure et extérieure. La coopération était considérée un moyen important de soutien et d'action. La politique industrielle visait deux objectifs fondamentaux – le premier était l'industrialisation rapide des matières premières, outres les agricoles, qui faisaient partie du nomenclateur des articles d'exportation, et le deuxième était l'extraction des dérivés supérieurs du pétrole.

Par les deux grands chapitres de politique économique, l'État pouvait remplacer la structure déficitaire des exportations roumaines, fondée sur des matières premières ou des semi-fabriquées, par des produits fabriqués, moins sensibles aux fluctuations du marché et des prix mondiaux. En outre, comme le soulignait Mitiţă Constantinescu, on mettait fin à l'unilatéralité des exportations roumaines fondées sur les produits pétroliers et agricoles.

La politique de la production nationale soutenait l'action de dégager et de faciliter les importations de produits fabriqués. Elle consolidait l'exportation du point de vue structurel, tout en lui assurant de la stabilité par rapport aux jeux de la conjoncture internationale et en élevait la valeur par tonne, tout en l'aidait à gagner des débouchés sûrs. Elle équilibrait la balance des paiements, vue comme un instrument d'organisation de l'économie et de la défense nationale. Elle obtenait pour la Roumanie une indépendance économique réelle dans un monde des interdépendances. Elle corrigeait l'asymétrie, les disproportions et les déséquilibres entre le facteur agricole et industriel, qui marquaient l'économie, tout en dégageant la

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

pression démographique depuis le milieu rural par l'absorption en masse de la force de travail excédentaire par l'industrie. Enfin, elle contribuait au développement d'une importante industrie de la défense nationale.

Mitiţă Constantinescu a réussi à imposer ses idées. Dans son ouvrage, *La politique économique appliquée*, il a consacré le concept de *double industrialisation*, pour l'exportation et intérieure. L'État était le seul en mesure d'offrir autant *l'unité de la politique économique*, en tant que *commandant économique unique* dans le développement et l'application du plan de réorganisation économique, que *le contrôle* de tous les compartiments interdépendants de l'économie nationale.

Mitiţă Constantinescu a proposé le Ministère de l'économie nationale en tant qu'institution du développement. Ceci devenait le seul organisme coordinateur et créateur de la politique économique. Il a demandé ensuite la création de nouvelles institutions de crédit spécialisé, pour l'industrie minière, l'agriculture et le financement des échanges avec l'étranger.

Mitiţă Constantinescu est allé plus loin que ses contemporains et a avancé des principes de *mécanique économique* dont il résultait la préoccupation majeure de l'État pour l'élaboration de la politique économique et sociale, afin d'assurer la durée et la continuité de l'équilibre, au moins entre les forces importantes qui composent la masse économique – la conception créatrice, le capital et le travail. En guise de corolaire, par la politique économique, l'État avait le devoir de protéger les forces économiques plus faibles, de trouver *le niveau de structure économique* qui ne pourrait pas être dépassé par l'excroissance des forces aux tendances d'accaparation et de domination. L'État devait trouver le niveau auquel se rapportaient les proportions des acteurs engagés dans le jeu économique.

Mitiţă Constantinescu a argumenté l'intervention active de l'État dans la dynamique de l'équilibre et de la continuité. Il n'a pas omis l'ensemble de l'économie, perçue comme un organisme de vases communicants. Par l'approche unitaire, la pression sur une certaine surface ou système de forces de masse génère des effets sur les autres aussi, en rapport direct avec le rapprochement ou l'interdépendance. Mitiţă Constantinescu a averti que les simples mesures administratives ne pouvaient pas aboutir à une relation véritable du type cause-effet dans l'économie.

Mitiţă Constantinescu a été l'adepte de la conception économique située en dehors des sentiments de sympathie ou d'antipathie envers des phénomènes, des politiciens ou des pays. Les idées et les principes interventionnistes promus *partaient des réalités et des besoins objectifs du pays* (Constantinescu, 1943 : 114-128).

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

Les doctrines, les idées et les théories présentes dans la pensée économique en Roumanie dans l'entre-deux-guerres, encadrées dans un débat européen plus vaste, ont entretenu le dialogue entre libéralisme et interventionnisme, présent dans toutes les approches du système capitaliste, dont on n'a pas contesté les traits essentiels – la liberté économique, la concurrence et la propriété individuelle.

Ce dialogue entre libéralisme et interventionnisme, qu'on retrouve tout au long de l'histoire de la modernité, dans de différentes hypostases, n'a pas été possible dans le cadre de l'économie socialiste, fondée sur l'étatisation des moyens de production et des biens de consommation, sur le renoncement à l'échange basé sur la monnaie réelle, à la concurrence, à la demande et à l'offre, où la propriété était comprise dans un système idéologique.

L'économie dirigée, fondée sur des éléments de planification, n'a pas été l'alternative intermédiaire ou la voie mixte d'évolution vers le socialisme. Le Dirigisme a été théorisé et mis en application en tenant compte seulement de l'axe de l'État de droit, s'appuyant sur la liberté de l'individu, avec toutes les contraintes ou les limitations que nous avons déjà consignées.

Les tendances manifestées dans le dialogue libéralisme-interventionnisme nous ont permis d'éclairer un problème fondamental qui vise l'évolution économique de l'Europe, aussi bien que de la Roumanie, pendant la première moitié du 20e siècle, c'est-à-dire la position de l'État dans ce processus.

La mesure d'interventionnisme d'État, appliquée à une société avec des structures essentiellement libérales, est une clé de lecture et d'analyse essentielle. Ceci notamment après la Grande dépression, qui a changé de place dans la société entre l'économie et la politique, tout en accordant la priorité à cette dernière. Dans l'Europe entière, l'économie est devenue pendant les années 1930 une activité d'intérêt public, à la différence des périodes antérieures, lorsqu'elle avait été essentiellement une activité d'intérêt privé. Si dans l'économie libérale classique, le prix était le résultat du jeu libre de la demande et de l'offre sur le marché, vers la fin de l'entre-deux-guerres, la fonction de réglementation de la production et de la consommation est devenue de plus en plus une compétence de l'État, perçu comme autorité politique et publique. Ceci n'a pas signifié la suppression de la concurrence, de la demande et de l'offre, mais seulement l'équilibrage de la production, de la répartition et de la consommation, l'assurance de la protection sociale des citoyens.

Dans la conception de la plupart des spécialistes, l'ascendant de l'économie dirigée des années 1930 se retrouve dans plusieurs mesures interventionnistes-étatiques des périodes antérieures, suite à l'évolution même du système capitaliste.

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

Sur la spirale du développement, le système a eu besoin d'instruments adéquats afin d'amplifier la production, la circulation, la distribution et la consommation. Par exemple, la planification financière (le budget) était présente dans l'État libéral, voire dans la cellule économique individuelle (le devis, le plan de vente, production et coûts).

Le Planisme des années 1930 du débat économique roumain, mais aussi occidental – voir les points de vue résolus de France – a été compris premièrement comme une méthode de direction de l'économie à l'aide de l'État, et non pas comme un instrument de dislocation des structures capitalistes existantes. Deuxièmement, l'État a initié des normes et a conçu des plans généraux de production et de vente. Ceux-ci se proposaient de diriger l'ensemble des phénomènes économiques et sociaux.

Les spécialistes ont demandé à l'autorité publique d'assumer des fonctions économiques et d'agir aux côtés des agents économiques, sur la base d'une stratégie de développement et du Plan. En d'autres termes, l'Interventionnisme des économies occidentales, aussi bien que de la roumaine, nommé aussi Dirigisme et Planisme, s'est présenté comme une correspondance basée sur la réciprocité entre l'État et l'économie. L'État était perçu comme détenteur du pouvoir politique, élément central de suprastructure, partenaire et entrepreneur dans l'activité économique.

Pendant la Seconde guerre mondiale et immédiatement après, on a accentué les critiques à l'égard du capitalisme, notamment du modèle fondé sur le libéralisme. Elles venaient autant de la droite que de la gauche. D'ailleurs, depuis 1932, Werner Sombart avertissait sur l'arrivée de l'apogée du capitalisme (Sombart, 1932 : 459). En même temps, Léon Blum écrivait que, tout comme le marxisme, le socialisme tendait à transformer non seulement le système économique, mais aussi le régime juridique de la propriété (Stoica, 1947 : 16).

La Roumanie non plus n'a été exempte des critiques doctrinaires visant la crise du capitalisme. On a présenté à l'époque les alternatives socialistes-marxistes et toute une pléiade d'économistes roumains se sont ralliés à ce nouveau dialogue européen.

Paul Horea Suciu, dans son ouvrage, *La crise du système économique libéral*, a argumenté que l'économie se confrontait à une crise du système, et non pas à l'une dans le système. Il a encadré l'évolution du capitalisme en trois phases : des sacrifices, des bénéfices et des privilèges. La première phase, considérée comme *dynamique*, est dominée par les tendances d'accumuler, de définir et de consolider le système. Dans la deuxième, statique, on a créé *ce splendide équilibre* qui a donné à l'Europe les possibilités de certains développements inattendus, autant sur

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

le plan pratique que sur le spirituel. Suciu place les deux, sur un plan chronologique, jusqu'à la Seconde guerre mondiale. La guerre a démontré *les tendances égoïstes et centrifuges* qui ont dégénéré en des *abus et privilèges*. Pendant la troisième phase, *la libre concurrence a été comprimée par le système des cartellisations et des syndicalisations, du secteur patronal et travailleur* (Suciu, 1938 : 10).

Un autre économiste, Gheorghe Stoica, lors d'une conférence soutenue en mars 1946 à l'Institut de recherches économiques et sociales, reprenait une idée amplement débattue dans un volume (Stoica, 1946 : 37) – *ni la concurrence parfaite, ni la planification intégrale ne sont entièrement réalisées et réalisables en pratique, au moins pour l'instant*…. Le Professeur Stoica a introduit dans l'analyse le concept d'économie de transition, qu'il a emprunté de Pierre Dieterlen (1946 : 314-321). Celui-ci reste d'actualité, si l'on tient compte, certes, de l'époque à laquelle se réfère l'universitaire de Cluj :

> *L'économie de transition correspond à la confusion qu'on fait entre la gestion des capitaux privés et la gestion des capitaux publics, entre la compétence de l'homme d'affaires et du fonctionnaire, entre la destination du profit et de la fiscalité. Elle se base donc sur l'équivoque, le désordre et la faiblesse. L'équivoque concerne le rôle de l'homme d'affaires et du fonctionnaire, et les procédés de financement; désordre dans l'esprit, en ce qui concerne les évolutions doctrinaires et les justifications théoriques, désordre dans le fonctionnement des institutions, que personne ne respecte plus – et désordre et chaos dans le fonctionnement de l'échange; enfin, faiblesse, d'une part, dans l'activité des entreprises – qui se trouvent dans un combat contre une multitude de difficultés auxquelles elles ne peuvent pas faire face – et d'autre part, faiblesse dans l'activité de l'État, incapable de s'affirmer, de s'imposer* (Stoica, 1947 : 40-41).

À l'époque, on a compris l'économie de transition comme *une forme économique dominante*, qui faisait la liaison entre deux systèmes : l'un qui *a conclu son cycle* et l'autre qui *se profile à l'horizon* (Laufenburger, 1939 : 27). Tous les économistes de l'époque n'ont pas adopté les conceptions socialisantes. Beaucoup d'entre eux, y compris des Roumains, argumentaient en faveur de l'économie mixte. Même A. von Hayek, champion du libéralisme, acceptait une solution provisoire *dans le cadre du système* (von Hayek, 1939 : 32-33), encadrée par Ch. Bettelheim dans la sphère de la planification flexible ou partielle (Bettelheim, 1946 : 126-128).

Il n'y avait pas trop de solutions à la crise réelle que le système traversait, après une guerre dévastatrice, pour les théoriciens ou les praticiens. Beaucoup estimaient que le socialisme n'offrait pas la solution de sortir de la crise. Parmi ceux-ci on

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

remarque, en Roumanie, le Professeur V. Jinga, qui affirmait que *le système qui se considère l'héritier naturel et légitime du capitalisme - le socialisme - a eu des périodes d'ascension et de régression parallèles à l'ascension ou à la régression du système dont il se croyait digne d'occuper la place. Le socialisme* – complétait l'économiste roumain, trouvé en plein essor du capitalisme – à la moitié du siècle passé (le 19e siècle – n.a.), *lorsque ce système conquérait de nouvelles positions, tout en consolidant les anciennes - s'est retrouvé dans un état de vieillissement, tout comme le capitalisme. La vigueur du marxisme originaire a été suivie par une période criticiste, réformiste, qui a divisé le socialisme doctrinaire et l'a appliqué dans plusieurs camps qui luttent avec acharnement l'un contre l'autre* (Jinga, 1944 : 61).

Victor Jinga s'est inscrit sur la ligne promue par Wilhelm Röpke, qui a revendiqué le terme de *troisième voie*, à savoir le néo-capitalisme ou le néolibéralisme dirigé. On envisageait déjà une ample zone de pensée entre le capitalisme et le socialisme, où l'on peut encadrer Gramoslav Mladenatz (1944 : 7-8), à côté de Walter Lipmann, le doctrinaire du néolibéralisme et du New Deal américain. Les deux, aussi bien que d'autres, ne condamnaient pas l'interventionnisme de l'État dans le domaine de l'économie privée, à condition qu'on garde le concept de liberté. François Peroux trouvait *la troisième voie* dans *la création des communautés de travail ou dans le capitalisme intégral*, proposé par P. Bène de Chavannes (1940 : 27).

La troisième voie – de Wilhelm Röpke au socialisme catholique (Pirou, 1934 : 12) – s'est avérée tout simplement une formule flexible avec plusieurs théories intermédiaires, vouées à mettre en accord les idéologies et le climat politique, économique et social d'après-guerre, fondamentalement différent de celui qui avait existé dans l'entre-deux-guerres.

Bibliographie

Bène de Chavannes, P. 1940. *Introduction au capitalisme intégral*. Paris : Fernand Sarlot.
Bettelheim, Ch. 1946. *Les Problèmes Théoriques et Pratiques de la Planification*. Paris : PUF.
Bușilă, C. D.1932. *Cu privire la situația economică*, Craiova.
Constantinescu, M. 1943. *Politica economică aplicată*, vol. I-III, Bucarest.
Dieterlen, P. 1946. *Au-delà du capitalisme*. Paris : PUF.
Dulfu, P. P. 1931. *Raționalizarea* şi *raporturile sale cu tehnica* şi *cu tehnicienii români*. Bucarest.
Ghidel, Constantin I.1942. « Organizarea economiei româneşti », in: *Caietele A.L.A.C.I.*, , no. 7.
Jinga, V. 1944. *Dincolo de burghezie* şi *capitalism*. Braşov.
Laufenburger, H. 1939. *L'Intervention de l'État en Matière Économique*. Paris : PUF.
Leon, Gh. N. 1944. *Economia politică* şi *politica economică*. Bucarest.

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)

Manoilescu, M. 1930. *Un plan de politică economică*. Bucarest.

Manoilescu, M. 1930. *Un plan de politică economică*. Bucarest.

Manoilescu, M. 1986. *Forțele naționale productive* și *comerțul exterior. Teoria protecționismului* și *a schimbului internațional*. Préface par M. Todosia, Bucarest.

Mladenatz, Gr. 1944. « Neoliberalism », *Independența Economică*, no. 1-4.

Orientations générales destinées à servir à l`élaboration d`un plan économique de longue durée, 1938. Bucarest.

Petra, N. 1939. *Probleme economice românești*. Sibiu.

Petra, N. 1939. *Probleme economice românești. Planul economic*. Sibiu.

Pirou, G. 1934. «La crisi del capitalismo secondo gli economisti francesi », in vol. *La crisi del capitalismo*, Florence: Sansoni.

Saizu, I. 1981. «Cariera conceptului de plan în România (perioada interbelică) », in *Anuarul Institutului de Istorie* și *Arheologie A. D. Xenopol*, Iași.

Scărlătescu, V.1939. *Introducere la aspectele economiei românești*. Bucarest.

Solacolu, B. 1938. *Despre nevoia unei concepții noi* în *economie*. Bucarest.

Sombart, W.1932. *L'Apogée du capitalisme*. Paris : Payot.

Stoica, Gh. 1946. *Planul economic*. Sighișoara : Miron Neagu.

Stoica, Gh. 1947. *Actualitatea* și *perspectivele regimului capitalist*. Brașov : Cartea Ardeleană.

Stoica, Gh. 1947. *Actualitatea* și *perspectivele regimului capitalist. Considerațiuni teoretice*. Brașov: Cartea Ardeleană.

Suciu, P. H. 1938. *Criza sistemului economic liberal*. Bucarest: Bucovina.

Veverca, I. 2004. *Doctrine politice. Trecut* și *prezent. Comentarii*. Ploiești : Prahova.

Von Hayek, F. A. 1939. *L'économie dirigée en régime collectiviste*. Paris : Librairie de Médicis.

Notes

1. L'ouvrage de Mihail Manoilescu est fondé sur la distinction entre les gains nationaux et individuels. La qualité du travail exprimée par sa productivité est un autre principe analysé pour la première fois dans l'historiographie économique. En plus, il met en évidence la supériorité intrinsèque de l'industrie par rapport à l'agriculture et argumente par de nombreux exemples le besoin de développer l'industrie dans les pays agrariens, puisqu'elle assure non seulement la croissance de la productivité du travail social, mais aussi les conditions objectives pour l'augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture (la doctrine paysanne n'a pas compris ce principe économique). En abordant la vaste problématique du commerce international, il a élaboré une théorie scientifique cohérente sur le protectionnisme. Bien qu'elle ait été dans l'actualité économique depuis le 20e siècle, elle ne bénéficiait pas encore d'un soutien théorique capable d'en démontrer l'opportunité, le niveau et le degré de protection dans le temps et l'espace. En outre, une théorie générale du protectionnisme était plus que nécessaire à la pensée économique européenne, au moins pour offrir une réponse aux problèmes soulevés par les modifications structurelles des économies nationales, l'élaboration du tarif douanier et la distribution des subventions.

2. Voir aussi Nicolae N. Petra, *Probleme economice românești. Planul economic*, Sibiu 1939 – *Le plan économique fera sans doute partie bientôt de la politique économique de tout État* (p. 11).

3. *Orientations générales destinées à servir à l`élaboration d`un plan économique de longue durée*, Bucarest, 1938, p. 1-40.

© Revue du Gerflint (France) - Éléments sous droits d'auteur -
Modalités de lecture consultables sur le site de l'éditeur www.gerflint.fr

BDD-A29317 © 2018 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.216.77 (2026-11-18 11:05:00 UTC)